

# Voyage en Grèce... pas pour faire du tourisme

. Après la Grèce, les libéraux mondialistes ont monté le niveau de leurs ambitions. Ils s'attaquent à de plus gros morceaux. La libéralisation de la France est à l'ordre du jour. La crise sanitaire est une aubaine inespérée. C'est à la grecque qu'ils vont nous accommoder...

Inflexible, dans la lignée de la Dame de Fer, madame Lagarde de ne lâchera pas un euro sur la dette. Citation : « *L'annulation de la dette est inenvisageable, serait une violation du traité européen qui interdit strictement le financement monétaire de Etats.* » Immédiatement épaulée par Bruno Le Maire, qui au Figaro (13/02/2021) déclare : « *Une dette, ça se rembourse. Nous sommes le pays qui a le système de protection sociale le plus généreux, ce n'est plus tenable. Les français le savent.* » La réforme des retraites est immédiatement évoquée. Compte-tenu, de l'espérance de vie, les trop riches et trop jeunes retraités peuvent, en touchant des pensions trop confortables rester des décennies sans travailler ! Un pognon dingue pour des vieux qui ne rapportent plus rien.

Fera-t-on un effort pour les minimum vieillesse , l'ASPA (Allocation de Solidarité pour les Personnes Âgées) ? Moins de 1000 euros mensuels, pour 500 000 personnes environ.

Une femme d'expérience, Madame Lagarde, c'est au FMI qu'elle a exercé son savoir-faire, les grecs se souviendront longtemps des directives qu'elle imposa quand elle était grande prêtresse, exécutrice zélée des directives de l'Union Européenne.

Plusieurs générations de grecs sont irrémédiablement paupérisées, les privatisations ont captées une bonne partie du patrimoine productif de la Grèce, il ne reste à peu près rien des services publics, les élèves des écoles sont trop souvent sous-alimentés, les hôpitaux sont dépourvus de médicaments et d'instruments chirurgicaux. Pour un inventaire plus précis des conséquences douloureuses de la globalisation libérale en Grèce, on peut consulter le site « Greek crisis » alimenté (en français) par Panagiotis Grigoriou.

**La Grèce c'était une mise en jambes**, avec les dividendes du succès, les mondialistes peuvent attaquer de plus grandes entités, la France par exemple. Avec madame Lagarde, de la BCE aujourd'hui directrice. C'est « à la grecque » que les libéraux nous préparent un démantèlement des derniers services publics, un chômage massif, une ubérisation généralisée. Athènes-Paris même dégâts.

La compulsion de privatisations est une conséquence virale de l'Union Européenne , de la stricte application des diktats maastrichtiens.

La covid, la crise sanitaire qui s'ensuit, **c'est le kairos du capital.**

## La crise sanitaire, une aubaine pour les patrons

Avec les ingrédients politiques de la « stratégie du choc » (Noami Klein) les patrons instrumentalisent la crise sanitaire pour supprimer les 35 heures, délocalisent à domicile la production avec le télétravail, la réduction du salaire minimum est envisagée, les licenciements s'accroissent, les restructurations sauvages se multiplient,... c'est la règle du jeu libéral, les patrons sont en bonne position pour défendre leurs intérêts.

### Le pire est à venir

Au deuxième trimestre 2020, 5 815 000 personnes sont sans emploi dont 4 194 000 sont sans aucun emploi (catégorie A) et 1 665 700 sont en activité réduite (B et C). En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 24,5 % (+815 500), ce trimestre et de 22,7 % sur un an pour ceux qui exercent une activité réduite B et C (1 665 700).

C'est sans compter, ceux, probablement nombreux, qui passent entre les mailles du filet statistique.

Nonobstant, l'Unédic prévoit un million de chômeurs supplémentaires en 2021. C'est sans compter les faillites prévisibles, notamment, dans l'hôtellerie-restauration quand cesseront les financements gouvernementaux, qui tôt ou tard attendrons leurs limites. Actuellement les salariés de ce secteur touchent 84 % du salaire net. Chômage ou activité partielle. Nous observons une forte réduction du temps de travail (zéro heure) et un revenu déconnecté – provisoirement – du travail. Pour ceux qui sont ou seront licenciés c'est moins confortable.

**Licenciements. Courte liste non exhaustive.**

. Airbus : 15000 postes supprimés dont 5000 en France. Daher : 1300 postes. Aéroport de Paris : 700 postes. Aérospatiale : 719 postes. Renault : 15000 postes. Valéo : 12000 dont 2000 en France. La Halle : 2500 postes, Danone et Sanofi ont également un plan de réduction des effectifs,...

... 65000 postes supprimés depuis le 1<sup>er</sup> mars. Comptes faits en septembre 2020.

Quand viendra la reprise, les licenciés « es Covid » seront-ils réembauchés ? Rien n'est moins certain, nombre de PME ne repartiront pas...

Dans le quartier, le patron de mon bistrot préféré, n'est pas certain de m'accueillir de nouveau un jour...

Laissons pour un moment la parole, le clavier à Michel Husson. Sur *Hussonet* on peut lire :

*« La montée du chômage a toujours pour effet de modifier le rapport de forces au détriment de salariés. Cette crise ne fait pas exception à ce principe: une enquête de l'Unédic , l'organisme qui gère l'indemnisation du chômage en France, relève que «les salariés comme les demandeurs d'emploi se disent prêts à des concessions pour se donner de meilleures chances de voir leur projet professionnel aboutir» constate. Ce qu'un directeur d'agence de Pôle emploi (paraphrasant Marx) traduit ainsi: «à cause de la crise, il y a davantage de main-d'œuvre disponible. Les employeurs peuvent se permettre de rester exigeants. Voire de l'être davantage ».*

*Le gouvernement contribue par anticipation à ce durcissement des rapports sociaux. Il maintient une réforme régressive de l'indemnisation du chômage, se refuse à l'extension aux jeunes de 18 à 25 ans du RSA (une forme de revenu garanti) et il préparerait en sous-main une ordonnance qui supprimerait la priorité accordée au versement des salaires en cas de faillite d'une entreprise.*

*L'éventuelle sortie de crise exacerbe une contradiction classique et permanente du capitalisme. Pour fonctionner, il a en effet besoin à la fois de profit et de débouchés. En règle générale, ce qui améliore le profit a pour effet de réduire les débouchés, et c'est encore plus vrai dans la situation actuelle.*

*Autrement dit, s'il est rationnel pour une entreprise donnée de réduire l'emploi pour redresser le profit, le résultat global peut très bien être un resserrement des débouchés. Si, par ailleurs, l'Etat cherche à restreindre ses dépenses pour réduire le déficit, le résultat peut être une récession auto-infligée. On a vu que, même si les Etats semblent avoir tiré la leçon de la crise des dettes souveraines, ils restent animés par le principe selon lequel une dette doit être remboursée. Dans les deux cas, gestion des finances publiques et gestion de la main-d'œuvre, la question est donc la même: à quel moment faudra-t-il passer aux ajustements forcément brutaux nécessaires pour récupérer le temps perdu et revenir à un fonctionnement «normal»? A quel moment les dispositifs d'urgence «intrinsèquement réversibles» devront-ils être abandonnés?*

*La question, on l'aura compris, n'est pas de savoir s'il faut rétablir le profit, mais à quelle vitesse. Le dilemme est encore accentué par l'extraordinaire hétérogénéité de cette crise. Elle implique que le redémarrage risque de se faire dans le désordre, ce qui conduit les économistes à parler de reprise «en K» où certains repartent, tandis que d'autres périssent.*

*Ce refus d'imposer aux entreprises la moindre contrainte est manifeste quand on examine le plan de relance français. On n'y trouve rien ou presque en faveur des ménages les plus pauvres, aucune création d'emplois publics, aucun contrôle sur la gestion de l'emploi privé, mais en revanche des baisses d'impôts significatives en faveur des entreprises, sans aucune condition. Ce refus de toute conditionnalité est le point-clé qui révèle une incompréhension profonde de la nature spécifique de cette crise.*

*Rappelons-nous les violentes attaques lors de l'instauration des 35 heures en France. Elles allaient au-delà de la défense rationnelle des intérêts mis en cause. Il y a là un facteur subjectif qui va sans doute refaire surface, sous forme d'un «esprit de revanche» des classes dominantes, décidées à effacer tout ce que la crise leur a imposé, et il est déjà implicite dans certains discours et certaines pratiques.*

*Il faut donc s'attendre à un brutal retour de bâton social et politique, et s'y préparer. Il n'y a pas une voie unique de sortie de crise qui serait dictée par des lois économiques intangibles: tout dépendra des rapports de force. Il est donc urgent d'adopter des positions faisant le lien entre résistance immédiate et projet de transformation sociale. Plutôt que de s'écharper sur la théorie de la monnaie, il faudrait redonner un contenu concret à deux idées en matière d'emploi. La première est celle de la réduction du temps de travail, puisque après tout elle a permis de réduire l'ampleur du choc. La seconde est celle d'une garantie de l'emploi et des revenus sociaux. C'est en tout cas sur ces questions vitales que porteront les conflits sociaux post-Covid. »*

*Après l'hibernation. A l'encontre, 2 février 2021. Sur Hussonet.*

Bref, la crise Covid c'est le kairos du capital,... ça va cogner dur.

La réduction du temps de travail est une revendication vitale qui mériterait d'être défendue avec davantage de vigueur. Le maintien des revenus sociaux (le salaire indirect), n'inclue pas chez Michel Husson l'instauration du revenu de base (bien que son option pour un RSA accessible au moins de 25 ans semble être un petit pas dans cette direction...).

Pour mémoire, AC! Agir ensemble contre le chômage !, préconise depuis près de 30 ans, les 32 h hebdomadaires et des allocations au Smic minimum... La semaine de 4 jours serait une bonne initiative créatrice d'emplois et surtout de libération mentale. Travailler plus, pour gagner plus ? Non, travailler moins, pour avoir le loisir de lire *L'éloge du suffisant*, d'André Gorz (si ce n'est déjà fait).

Travailler moins pour vivre mieux. Ce qui n'exclue pas, au contraire, l'augmentation des faibles revenus, salaires ou allocations. La décroissance des inégalités demeure urgente. La mise en place d'un revenu de base implique une sérieuse réforme fiscale. L'idée d'un revenu maximum admissible est souvent associée à la revendication du revenu de base.

Présentement, avec ou sans diplôme, il va être fort difficile aux centaines de milliers de jeunes entrants sur le marché de trouver un emploi. Dés aujourd'hui, c'est par centaines qu'ils font la queue aux soupes populaires pour quérir un colis qui leur permettra de manger pour quelques jours. Nous en somme là... Avec ou sans diplôme, l'avenir s'annonce sombre.

La récession ne favorise pas l'embauche. Sans croissance peu de boulots - dans le cadre actuel du libéralisme globalisé.

Le déficit de l'Unédic est de plus de 25 Mds, l'endettement atteint 63 Mds, il est prévu « d'accueillir » 630 000 chômeurs indemnisables en 2021 ?

« Accueil » sélectif, puisque quelques centaines de milliers de privés d'emploi ne réuniront pas les prérequis pour avoir droit à une maigre allocation.

Rappelons, qu'actuellement, que moins d'un chômeur sur deux est indemnisé par l'Unédic. Pour un montant en moyenne aux alentours de 1 000 euros.

Une réforme sournoise est en attente de validation. Le montant des allocations serait indexé sur le taux de chômage. Un chômage décroissant entraînerait une décroissance des allocations. Logique : quand il y a du boulot, c'est criminel de ne pas traverser la rue... Attendons pour voir.

Mécaniquement les allocataires du Rsa sont chaque jour plus nombreux à pousser la porte des départements. En décembre 2018, les Caf ont versées la RSA à 1,88 million de personnes. Ces dix dernières années le nombre de foyers bénéficiant du RSA a augmenté de 45% (un foyer, c'est souvent au moins un adulte avec un ou des enfants).

### **Le coût du RSA et... de la fraude fiscale**

En 2018, (dernière estimation disponible) le coût total du RSA était estimé à 10,9 Mds. Près de 15 % d'éligibles au RSA ne font pas valoir leur droit.

Pour comparaison, la fraude fiscale est estimée à 60/80 Mds. Un pognon dingue...

Effectivement le RSA pour une personne est de 559,75 euros. (Augmenté de 0,9 % depuis le 1er jet de ce « papier » donc 565 euros).

Plus 238,59 par enfants. Pour éviter les indécents cumuls, pour un couple, ce n'est point le double (on tient compte des « économies d'échelle»), mais 859,61.

Seuls les SDF sont favorisés, on ne leur retient pas un forfait APL déductible du « généreux » montant du RSA. Ce sera 55, 21 euros en moins.

On admirera la précision des aumônes: 559,75 et pas 560.

APL déductible: 55,21, pas 55... Pas de petites économies sur le dos des misérables.

### **Par contre, pour les patrons rien n'est trop beau, n'est trop gros.**

Le CICE (Crédit d'Impôt pour le Compétitivité et l'Emploi) a engrangé 100 Mds d'euros. C'était la potion magique pour motiver les investisseurs à embaucher de façon profitable. De fait, rapporté au nombre d'emplois créés ou sauvegardés cela donne entre 900 000 et 1 million par emploi. Un pognon dingue pour les amis du président. Les hauts salaires et les dividendes n'ont sûrement pas été oubliés.

La suppression de l'impôt sur la production c'est selon *Alternatives économiques* un cadeau supplémentaire de 20 Mds aux entreprises.

La création monétaire, c'est magique. Le plan de relance est estimé à 100 Mds, dont 40 de contribution de l'UE. C'est du pognon pour une politique de l'offre, la relance de la demande d'obédience plutôt keynésienne n'est plus d'actualité. La cagnotte magique semble inépuisable...

### **Robotique et revenu de base**

Nous vivons une époque charnière de la plus haute importance. La robotique et l'intelligence artificielle menacent 40 % des emplois à l'horizon d'une ou deux décennies (rapport d'Oxford, la prospective du cabinet Laurent Berger,... de nombreux livres : *Robotariat* de Bruno Teboul, *Robots et intelligence*

*artificielle. La menace d'un avenir sans emploi*, de Martin Ford, *The War on normal people* d'André Yang, ... sans compter les analyses d'André Gorz et de Robert Kurz,...).

La réduction *féroce* (férocité préconisée par Serge Latouche) du temps de travail, (les 32 h comme étape, pour travailler encore moins à terme...), l'instauration nécessaire d'un revenu de base, (ou à minima le maintien des allocations chômage, au-delà du juin, ce qui est actuellement programmé) sont des mesures d'urgence, préalables à l'examen de la « valeur travail », qui ne perdure que pour permettre la valorisation du Capital...

Sur la question du revenu de base, voyons l'analyse et les propositions de Dany Robert-Dufour telles que formulées dans un entretien avec Isabel Thibault dans Collection Nova philosophia, R&N, 2020. (L'argumentation - critique et potentialités de l'économie numérique – est plus longuement développée dans *Le Délire Occidental*, éd. LLL, 2014.)

Entretien.

*Thibault Isabel : Pensez-vous qu'il faille renoncer aux machines et à l'automatisation, par exemple ? On sait que le développement de la robotique et de l'informatique est en train de bouleverser l'économie mondiale, mettant ainsi en péril des centaines de millions d'emplois à travers le monde.*

*Dany-Robert Dufour : Je propose d'utiliser le machinisme (tellement développé par le capitalisme), car, dans ses extrêmes développements robotiques actuels, il rend caduque le besoin d'une force de travail humaine. Aristote avait imaginé que si, un jour, « les navettes tissaient d'elles-mêmes (...), alors les ingénieurs n'auraient plus besoin d'exécutants, ni les maîtres d'esclaves » (Politique, I, 4). Il n'a fallu attendre « que » deux millénaires pour que la vision (ou la prévision) d'Aristote se réalise : les machines exécutent aujourd'hui quantité de tâches « d'elles-mêmes ».*

*Cela ouvrirait la possibilité d'une entrée progressive dans une ère toute nouvelle : celle du travail pour soi et sur soi. »*

Travailler à la production de soi-même, c'était également l'ambition d'André Gorz, qui plaide pour la forte réduction du temps de travail et le revenu de base à partir de 1997, (*Misères du présent. Richesse du possible*) mais précise dans *Transversales Science culture* (n° 50, mars-avril 1998) : « Le temps libéré du travail n'est pas d'emblée du temps libre, il ne devient libre que si nous nous l'approprions en devenant maîtres. Individuellement et collectivement du choix, de ses buts et usages : si nous l'employons à nous produire et tant que personnes et à produire de la société de la manière que nous aurons individuellement et collectivement choisie. [...]. De ce de temps pour soi nous devons faire en sorte « qu'il puisse être le temps de loisir, au sens **d'otium** et de **scholé** (nous soulignons), c'est à dire du temps de retour sur soi. »

Dans cet esprit Dany Robert Dufour de continuer :

*« Il s'agirait en somme de laisser travailler les machines à notre place – et de faire en sorte que cela soit compatible avec une production respectant scrupuleusement les équilibres des écosystèmes. Ainsi on utiliserait le capitalisme (qui a fabriqué ces machines) contre lui-même. Il faut d'ailleurs savoir que les machines étaient un pis-aller pour le capitalisme, car, même s'il les lui fallait utiliser pour affronter la concurrence, elles concourraient à ce qu'on appelle la chute du taux*

*de profit. Une hantise pour le capitalisme, qui leur préférerait l'exploitation directe du travail humain vivant et l'extraction de la plus-value alimentant directement le Capital.*

*Allons donc jusqu'au bout. Ces machines qui ont coûté si cher aux ouvriers, comme aliénation, comme dépossession de leurs savoirs, comme condamnation au chômage et à l'inactivité, pourquoi s'en passerait-on aujourd'hui si elles permettent d'imaginer une sortie progressive du travail aliéné et exploité, c'est-à-dire du travail pour l'autre, le capitaliste ? Cela ouvrirait la possibilité d'une entrée progressive dans une ère toute nouvelle : celle du travail pour soi et sur soi (lequel peut beaucoup profiter aux autres), qui, chez les Grecs, était réservé aux hommes libres. Les richesses produites par les machines permettraient alors d'alimenter un fonds social garantissant à chacun **un revenu de base** (nous soulignons) et le travail pour soi permettrait de mettre en place une économie de la contribution à partir des ressources partagées et gérées en commun – chacune de nos contributions aux communs pourrait ainsi être rétribuée en proportion de ce qu'elle offre comme nouvelles possibilités à tous.*

Ainsi, considération faite de l'automatisation accélérée de la production, Dany-Robert affirme : « Ces machines qui ont coûté si cher à la classe ouvrière, comme aliénation, comme dépossession de son savoir, comme condamnation au chômage et à l'inactivité, pourquoi s'en passerait-on aujourd'hui, si elles permettent d'imaginer une sortie progressive du travail aliéné et exploité, c'est à dire du « travail pour l'autre », le capitaliste, ouvrant ainsi une ère nouvelle : celle du « travail pour soi » (lequel peut beaucoup profiter aux autres).

*Les richesses produites par les machines permettraient d'alimenter un fond social garantissant à chacun **un revenu de base** [nous soulignons] et le travail pour soi permettrait de mettre en place une économie de la contribution à partie des ressources partagées et gérées en commun. »* Dans livre de Dufour, *Le délire...* on trouve la même argumentation en plus développée.

*Le travail pour soi...* presque la formulation d'André Gorz qui, espérait, après l'exode hors la société du travail-emploi, que chacune et chacun puisse travailler à la production de soi même. La « conversion » d'André Gorz au revenu de base est actée en 1997 dans *Misères du présent. Richesse du possible*. Il fait valoir un *revenu suffisant*, implicitement une référence au Smic. Pour le MFRB (Mouvement Français pour un revenu de Base), il est être au moins supérieur d'un euro au seuil de pauvreté, un peu plus de 1000 euros mensuels.

Parmi les auteurs non libéraux favorables à un revenu de base, n'oublions pas Daniel Bensaïd :

*« Alors que l'intermittence du travail et l'exigence de formation continue tendent à se généraliser, le salaire demeure la rémunération du temps abstrait de travail mesurable. La division sociale complexe du travail devait permettre une socialisation accrue du revenu et une extension des solidarités. Ce serait le sens d'un **revenu universel garanti déconnecté du travail**, (nous soulignons) non dans sa version libérale d'une aumône de survie, mais dans une logique du droit à l'existence et à l'extension des domaines de la gratuité. »* *Eloge de la politique profane*. A. Michel, 2008, p.49.

## **Les bonnes intentions, oui mais... parlons pognon**

Sur le site du MFRB (Mouvement Français Pour un Revenu de Base), plusieurs propositions sont accessibles, un consensus semble établi : supérieur d'au moins un euro au seuil de pauvreté un peu plus de 1000 euros mensuels tel pourrait être le revenu de base à minima.

Benoît Hamon aligne des chiffres dans son livre ( *Ce qu'il faut de courage*), Yann Moulier-Boutang (« taxe pollen », revue *Multitudes*) propose diverses sources de financement pour un revenu de base de niveau élevé, Baptiste Mylondo fait valoir la faisabilité économique du revenu de base,...

Des estimations précises sont accessibles sur le site de Guy Valette, « La science du partage »,... Quelques auteurs d'Attac, non favorables au revenu de base se sont livrés à de précis calculs... (Pour une argumentation contre : *Faut-il un revenu universel ?* Coordonné par J.M. Harribey et Christiane Marty, éd. De l'Atelier).

Je ne referai pas les additions dans ce « papier » déjà fort long. Pour l'arithmétique je renvoie aux auteurs cités.

La vraie question, le vrai problème, n'est pas d'ordre économique, financier, mais politique, philosophique. En mai 1936, chiffres en main, de savants calculs faisaient valoir qu'il était impossible – absolument – d'accorder 15 jours de congés payés à mettons 20 millions de salariés. Et, en juin ils étaient des millions à pédaler vers mers et montagnes ! Quel fut le pourcentage du PIB de l'époque affecté aux loisirs du populo ? En avril 1968, seuls les idiots et les ignares croyaient nécessaire et possible une augmentation du Smic de 35 % ! En mai, c'était fait et le Smig devint Smic. Le minimum vieillesse fut réévalué de plus de 30 % également... Et, les comités d'entreprises acquièrent droit de cité... Impensable quelques mois auparavant...

Fondamentalement parlant le revenu de base, ne coûte , rien... il implique un nouveau partage. Ce qui souvent coince, ce n'est pas le montant, mais la réduction des inégalités qu'il imposerait... D'où viennent les milliards qui colmatent les dégâts économiques de la crise sanitaire ? Argent magique ?

Par delà les additions, examinons les intentions.

Le revenu de base est (serait) une initiative pertinente pour deux raisons au moins.

1 – Pour faire sortir des millions de femmes et d'hommes de la pauvreté, voire de la misère. Une donnée immédiate de l'observation sociologique fait pressentir que c'est possible et nécessaire.

2 – le revenu de base, outre son utilité économique immédiate fait surgir la question du travail et de l'utilité de certaines productions et services dits « à la personne ».

Les boulots à la con (*Bullshit jobs*) débusqués par David Graeber auraient bien du mal à trouver preneurs, le nouveau servage des livreurs de pizzas, tous les « auto-entrepreneurs » ubérisés, les femmes de ménage pour cadres sup. proches du burn out, les nouveaux serviteur (André Gorz), iraient gagner ailleurs leurs vies,... De façon générale le revenu de base est une incitation au partage du travail, le temps libre devient préférable à une sur-consommation et à la participation à la société du gaspillage obligatoire. Nos poubelles sont pleines et débordantes de quantité de travail inutile, d'abondances jetables.

En travaillant beaucoup moins, en produisant moins, pour vivre mieux, une décroissance de la production matérielle est un impératif d'écologie *mentale*. Un nouveau paradigme est à inventer, bien au-delà de la société du travail. Si le temps c'est de l'argent, il nous faut inverser la formulation et clamer : **nous voulons de l'argent pour inventer un nouvel usage du temps.**

La sécurité existentielle que permettra le revenu de base inconditionnel, universel, inaliénable, nous donnera le loisir-otium pour imaginer et construire la civilisation du temps libéré espérée par André Gorz. Le revenu de base ne sera pas un encouragement à la paresse, mais une subvention pour l'imagination.

Soyons réalistes, exigeons tout le possible : **l'otium du peuple...**

Alain Véronèse.

AC / Paris sud. Février 2021.

.....

**Le revenu de base minimum des mondialistes... n'est pas celui que nous espérons.**

Une rencontre organisée en 1995 à San Francisco réunissant cinq cent personnes les plus célèbres mondialement de la vie politique et des affaires se proposaient de montrer la voie vers une nouvelle civilisation. Elles parlaient de la prévision suivante : 20 % de la population potentiellement active devraient suffire pour produire toutes les marchandises et tous les services à haute valeur ajoutée que la société aura les moyens de s'offrir. Les 80 % de « superflus » pourront être tranquilisés s'ils mangent à leur faim et s'abrutir par des divertissements. » Les divertissements seraient proposés sous forme, de « Tittytainment », un érotisme distrayant...

.....